

Le grand débat national

Mars 2019

Les entreprises de Loire-Atlantique prennent la parole !

Travaux réalisés par :



En partenariat avec :



12 propositions prioritaires

ÉDITO

Mesdames, Messieurs,

Le 25 janvier dernier, 87 dirigeants d'entreprises, membres de la CCI Nantes St-Nazaire et dirigeants de clubs et associations d'entreprises du département ont planché sur les 4 thèmes du grand débat public initié par le Président de la République.

Pendant une matinée ils ont travaillé pour formuler 26 propositions concrètes issues de l'expérience et de la réalité quotidienne des TPE et PME de Loire-Atlantique.

Ces 23 propositions ont été soumises aux entrepreneurs de nos territoires et 814 d'entre eux ont exprimé leurs opinions.

12 propositions ont ainsi été jugées prioritaires en recueillant un assentiment très large.

Par ce travail, la CCI Nantes St-Nazaire et le Medef 44 ont ainsi voulu saisir l'occasion offerte par le Président de la République d'apporter leur pierre à l'édifice de ce grand débat et contribuer ainsi à construire un nouvel élan pour favoriser les dynamiques économiques et sociales dans nos territoires.

Ce travail est aussi l'occasion de rappeler le rôle majeur que peuvent jouer les corps intermédiaires dans la construction de solutions partagées, associant tous les acteurs de la vie civile.

Nous continuerons à jouer pleinement ce rôle de représentation et d'expression des dynamiques collectives des 50 000 entrepreneurs de Loire-Atlantique dans les semaines et les mois à venir.

En attendant prenez connaissance de ces propositions et continuons le débat.

Yann Trichard,
Président
CCI Nantes St-Nazaire

Patrick Cheppe,
Président
Medef 44

La transition écologique

- 1 Favoriser les circuits courts (matières premières, transformation, distribution), protéger et valoriser les savoir-faire et appellations d'origine

94,3% des dirigeants plébiscitent cette proposition

Les circuits courts doivent être encouragés car porteurs d'emplois pour les territoires et vertueux en matière d'impact environnemental (transports, énergies, etc.). Notre tissu économique regorge de savoir-faire qu'ils convient de valoriser.

- 2 Favoriser des solutions adaptées à l'activité des entreprises et de leurs collaborateurs (télétravail, horaires décalés, etc.)

Avec les technologies, les nouvelles aspirations des collaborateurs, etc., il n'y a plus une seule forme d'organisation du travail. Des alternatives existent et doivent être encouragées lorsqu'elles sont applicables.

- 3 Faciliter le suramortissement pour les entreprises qui investissent dans la transition écologique

Transport, énergie, process, déchets ... Les dispositifs de suramortissement constituent un puissant levier pour inciter les entreprises à investir dans la transition écologique.

La fiscalité et les dépenses publiques

- 4 Le revenu global de celui qui travaille doit être supérieur à celui qui est subventionné

89% des dirigeants plébiscitent cette proposition

A situation familiale égale, les revenus du travail doivent être supérieurs à ceux résultant des mécanismes de redistribution.

- 5 Favoriser l'harmonisation fiscale et sociale à l'échelle européenne

« Pour rester compétitives, les entreprises ont un réel besoin d'équité fiscale et sociale par rapport à leurs voisines européennes ».

- 6 Réduire les dépenses publiques en fixant un seuil maximal en pourcentage du PIB

En France, la dépense publique atteint 57% du PIB, contre une moyenne européenne à 50%.

La démocratie et la citoyenneté

- 7 Promouvoir la médiation lors des contentieux entreprises/Etat, avec notamment une prise en compte du droit à l'erreur

85,8 % des dirigeants plébiscitent cette proposition

« La loi pour un Etat au service d'une société de confiance » est un premier pas qui doit permettre de fluidifier les relations entre entreprises et administrations. Son intention est louable, sa mise en œuvre doit être à la hauteur des attentes.

- 8 Favoriser les échanges et le partage entre le monde de l'entreprise, l'école et les élus, avec par exemple un stage de 3 jours en entreprises pour les élus et les jeunes.

Pour mieux comprendre la réalité, le fonctionnement et les attentes des entreprises, il est nécessaire que les élus puissent s'y immerger.

- 9 Favoriser une politique migratoire orientée autour des besoins en main d'œuvre du pays et faciliter les démarches administratives à l'embauche des immigrés/migrants, notamment pour les métiers en tension

A l'heure où de nombreux secteurs peinent à recruter, prendre en compte les besoins en main d'œuvre du pays pour définir sa politique migratoire.

L'organisation de l'Etat et des services publics

- 10 Simplifier la relation avec l'administration via notamment un dossier administratif unique pour les entreprises

91,7% des dirigeants plébiscitent cette proposition

Selon une récente étude OpinionWay, les dirigeants de TPE-PME passent en moyenne 2 jours par mois à gérer la complexité administrative, soit un mois ouvré par an. Le choc de simplification reste attendu.

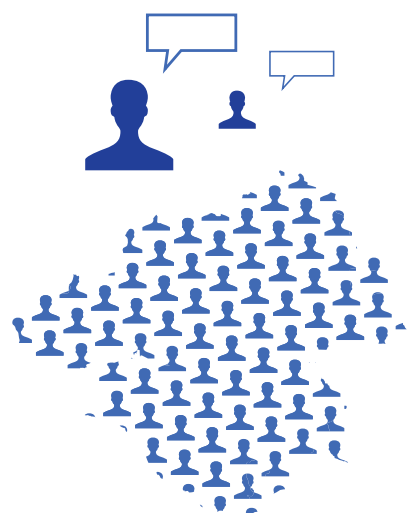
- 11 Réduire le millefeuille territorial et administratif. Positionner l'Etat sur les missions régaliennes, les Régions et les Intercommunalités sur la proximité

Il convient de définir le rôle que doit jouer l'Etat dans les territoires et quelles missions il doit laisser aux collectivités territoriales et aux chambres consulaires.

- 12 Imposer une stabilité dans le temps des règles administratives et fiscales

L'insécurité et l'inflation législative constituent des freins pour la confiance des chefs d'entreprises. Pour mener leurs projets, il convient de fixer un cadre réglementaire et fiscal stable dans le temps.

Les propositions des entreprises de Loire-Atlantique



La transition écologique



La fiscalité et les dépenses publiques



La démocratie et la citoyenneté



L'organisation de l'État et des services publics

UNE QUESTION ?



02 40 44 6000

nantesstnazaire.cci.fr



@CCINantes



Ensemble des travaux



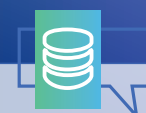
La transition écologique

- Favoriser les circuits courts (matières premières, transformation, distribution), protéger et valoriser les savoir-faire et appellations d'origine
- Favoriser des solutions adaptées à l'activité des entreprises et de leurs collaborateurs (télétravail, horaires décalés, etc.)
- Faciliter le suramortissement pour les entreprises qui investissent dans la transition écologique
- Inciter à la prise en compte des considérations environnementales dans l'entreprise via par exemple la mise en place de bonus/malus
- Généraliser les plans de déplacements inter-entreprises



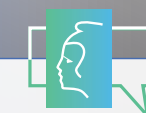
La démocratie et la citoyenneté

- Promouvoir la médiation lors des contentieux entreprises-Etat avec notamment une prise en compte du droit à l'erreur
- Favoriser les échanges et le partage entre monde de l'entreprise, l'école et les élus (stage de 3 jours en entreprise obligatoire pour les élus et les jeunes)
- Favoriser une politique migratoire orientée autour des besoins en main d'œuvre du pays et faciliter les démarches administratives à l'embauche des immigrés/migrants, notamment pour les métiers en tension
- Renforcer le rôle des organisations professionnelles et des CCI dans la définition des lois et règlements
- Faciliter le développement d'une représentation syndicale neutre politiquement dans les entreprises



La fiscalité et les dépenses publiques

- Réduire les dépenses publiques en fixant un seuil maximal à ne pas dépasser, en pourcentage du PIB
- Renforcer la valeur Travail, le revenu global de celui qui travaille devant être supérieur à celui qui est subventionné
- Favoriser l'harmonisation fiscale et sociale à l'échelle de l'Europe
- Limiter la fiscalité sur la cession d'entreprise et les droits de succession associés
- Mesurer l'efficacité de l'impôt avec notamment la mise en place d'indicateurs de suivi et du benchmark avec d'autres pays
- Supprimer l'IS s'il est réinvesti dans la société
- Suppression des seuils au profit d'une progressivité des impôts dès le premier Euro de revenu (tout citoyen doit payer un impôt)
- Réduire les charges salariales sur les bas salaires pour favoriser l'emploi
- Rendre lisible et baisser la fiscalité, via notamment la suppression des niches fiscales
- Donner davantage de pouvoirs à la Cour des comptes et à ses avis



L'organisation de l'Etat et des services publics

- Réduire le millefeuille territorial et administratif. Positionner l'Etat sur les missions régaliennes, les Régions et les Intercommunalités sur la proximité
- Simplifier la relation avec l'Administration, via notamment un dossier administratif unique pour les entreprises
- Imposer une stabilité dans le temps des règles administratives et fiscales
- S'appuyer sur les exemples étrangers pour penser une meilleure organisation de l'Etat en France
- Changer la culture de l'Etat, en passant d'un Etat qui contrôle et qui sanctionne à un Etat qui conseille
- Pas de surtransposition des directives européennes au niveau national